

couverture, ni chaussures, et leurs vêtements tombaient en lambeaux, elles venaient pourtant de faire une campagne rapide et brillante. Une telle misère attirait l'admiration et la sympathie même des libéraux qui ne comprenaient pas comment ces hommes pouvaient dans de telles conditions faire de tels exploits.

Pour remédier à pareil dénûment, Marquez eut recours à des réquisitions forcées, surtout dans les localités qui, depuis deux ans, ne payaient aucune contribution au gouvernement, et retiraient de très grands bénéfices par la vente des produits agricoles et autres; mais ces ressources, par trop insuffisantes, ne remédiaient à rien et lui suscitaient beaucoup d'ennemis. Il écrivit alors aux évêques du Jalisco, de S. Luis de Potosi, à tous ceux dont il défendait les intérêts religieux et pécuniaires et qui s'étaient réfugiés à Mexico par pusillanimité; tous lui répondirent par des refus, disant qu'ils n'avaient pas même pu donner à Miramon tout l'argent qu'il leur avait demandé. Le chapitre de Guadalajara lui permit pourtant, par une lettre datée du 2 octobre 1859, d'hypothéquer pour trente ou trente-cinq mille piastres l'argenterie de la cathédrale, s'il trouvait à emprunter cette somme sur hypothèque. Dans une lettre du 29 octobre, l'évêque de Guadalajara motive son refus par l'insuffisance des revenus de son diocèse « qui ne sont pas à comparer avec les grandes ressources des diocèses de Mexico, Puebla et Michoacan. » Il ajoute que « son prédécesseur avait donné trente mille piastres à Santa-Anna pour combattre les Américains en 1846, et pareille somme au gouvernement national, lors de la prise de S. Jear d'Uloa par les Français. »

Cette correspondance de Marquez et des évêques est fort curieuse, mais trop secondaire pour être publiée. L'assemblée convoquée à Guadalajara par Marquez, pour exécuter le décret du 23 septembre, favorisa les contribuables aux dépens de l'impôt décrété, à cette date, par le gouvernement, sur les capitaux de cinq cents piastres et au dessus. En pré-

sence d'une apathie aussi générale et d'un mauvais vouloir si flagrant, Marquez écrivit au gouvernement suprême, le 25 octobre 1859, un exposé de situation dans lequel il lui disait : — « Je suis revenu dans cette capitale — Guadalajara — à la tête de la division qui conduisait le convoi d'argent reçu à S. Juan de los Lagos, et qui doit continuer sa marche jusqu'à San-Blas ou Santa-Cruz, selon l'opportunité qui se présentera pour son embarquement. » Puis il fait un tableau navrant et vrai de l'état de son armée, de celui du Jalisco et des affreux malheurs qui résulteraient de la dissolution de ses troupes arrivées au point de n'avoir pas un morceau de pain à se mettre à la bouche. Pourtant, « il ne peut pas, dit-il, s'exonérer honorablement d'une aussi terrible responsabilité, en abandonnant à d'autres mains un commandement aussi difficile dont le poids fait vaciller les siennes. » Il se décide donc à prendre une petite partie — six cent mille piastres — du convoi pour le sauver intégralement et sauver son armée, le Jalisco et les trois États dont se composait son commandement, de l'anarchie et de la ruine; il termine en priant le gouvernement de restituer à Mexico les six cent mille piastres prélevées sur le convoi qui fut embarqué à Santa-Cruz, malgré les efforts des libéraux stationnés à San Blas qui voulaient s'en emparer.

Le gouvernement national, loin de pouvoir rembourser cette somme, était lui-même à la recherche d'un moyen légal de mettre un peu d'argent dans ses coffres vides; aussi, blâma-t-il Marquez de son procédé et lui ordonna-t-il de restituer les six cent mille piastres prélevées sur le convoi. C'est alors que Miramon, poussé par la nécessité, émit un emprunt de quinze millions de piastres, en bons garantis par la maison Jecker. A cet emprunt, le gouvernement attribuait 6 % d'intérêt, dont 3 % payables en papier par le trésor, et 3 % en argent payables par la maison Jecker, plus la faculté réservée aux titres de cet emprunt de servir, pour 20 %, soit un cinquième, dans l'acquittement des droits de douane et des contributions de toute nature, sauf celle de la

capitation, ce qui fut considéré comme un dégrèvement de tarif. Tous les commerçants et les contribuables étaient naturellement appelés à souscrire à cet emprunt. La maison Jecker, alors la plus considérable de Mexico, usa sans privilège de ce droit, jusqu'à concurrence de la somme de 750,000 piastres, et les particuliers pour celle de 623,000 piastres.

Cinq mois plus tard, le placement de l'emprunt se trouvant fort difficile, le gouvernement sollicita la maison Jecker d'émettre le reliquat, et c'est alors qu'elle fut amenée à porter ses déboursés, intérêts compris, au chiffre de 3,214,058 piastres, soit : 16,070,290 francs. M. Jecker plaça ses bons au fur et à mesure des besoins des commerçants et des contribuables pour une somme de 1,200,000 piastres, soit : 6,000,000 de francs environ, et en servit les intérêts. A la chute de Miramon, la maison Jecker se trouva dans un embarras financier qui lui fit suspendre le paiement de ses bons, Juarez ne voulant reconnaître aucune dette publique contractée par les gouvernements qui l'avaient précédé. Ce que demanda depuis M. Jecker, c'était simplement la reconnaissance d'un titre publiquement, légalement émis, et loyalement souscrit, aussi bien par M. Jecker que par d'autres maisons. On s'est beaucoup servi de l'affaire Jecker pour attaquer le gouvernement français, parce qu'on a supposé que M. de Morny avait un intérêt dans la dette Jecker, et qu'il a poussé la France à faire la guerre au Mexique dans un but tout personnel. Ceci est complètement faux. Au point de vue historique et politique, l'affaire Jecker n'a eu aucune influence sur notre expédition; elle ressemblait plus ou moins à toutes les autres transactions financières contractées entre les capitalistes étrangers et les gouvernements mexicains, depuis le président Victoria jusqu'à l'empereur Maximilien. Si, lors de notre expédition au Mexique, les intéressés dans l'affaire Jecker et dans celle de M. Martin Duran ont fait de l'agiotage, s'ils ont commis des abus, c'est qu'il s'en fait et s'en commet toujours en Amérique, à Paris,

à Londres et partout, dans toutes les grandes combinaisons financières; mais je le répète, ces deux affaires n'entraient pour rien dans le but de notre expédition. Naturellement, une fois au Mexique, les créances Jecker et Martin Duran ont fait partie des créances insérées dans nos réclamations, comme l'Angleterre et l'Espagne mettaient dans leurs réclamations toutes les créances de leurs nationaux et dont les gouvernements mexicains s'étaient plus ou moins affranchis jusqu'à ce jour; mais il était absurde de croire que ces trois puissances allaient dépenser des centaines de millions, uniquement pour faire restituer à leurs nationaux quelques créances qui n'avaient pas été contractées sans des compensations importantes.

Tandis que Marquez et Miramon cherchaient des expédients pour donner du pain, des habits et des munitions à l'armée nationale, le général Woll battait les dissidents dans l'intérieur du Mexique. Le 21 mai 1859, il se trouvait à Salamanca avec une petite division. Apprenant que le général Mejia se retirait devant des forces supérieures, — six mille hommes, — Woll, avec son escorte, partit aussitôt pour le rejoindre, et arriva dans la nuit à Irapuato où il était, tandis que quatorze cents hommes de sa division arrivaient à la pointe du jour au moment où les avant-postes, placés hors de la ville, se retiraient en annonçant que le détachement d'observation placé sur le chemin d'Irapuato à Silao avait été surpris, défait et son commandant pendu. Sans perdre de temps, Woll fit prendre les armes à ses soldats, se plaça à la tête de la 1^{re} brigade et sortit de la ville avec le général Mejia; le reste de ses troupes devait le suivre avec le général Cruz. Malgré la fatigue d'une marche de toute la nuit, les dissidents sont poursuivis jusqu'à la Calera, où deux mille carabiniers embusqués derrière un mur font un feu très nourri contre les troupes nationales. Mejia est obligé de se retirer; ses soldats fuient. Alors Woll lança trois cents cavaliers, commandés par un de ses colonels, pour rétablir le combat, et lui-même à la tête de deux compagnies du 4^e ba-

taillon, courut pour le soutenir jusqu'à l'arrivée des trois colonnes parallèles auxquelles il avait donné l'ordre de presser le pas. Les dissidents, en voyant la marche rapide des deux compagnies d'infanterie qui débordaient déjà leur ligne de bataille, commencèrent à faiblir; mais apercevant au loin les trois colonnes qui venaient les attaquer de front, ils ne les attendirent pas et se débandèrent, poursuivis par les trois cents cavaliers et cent fantassins commandés par les généraux Mejia et Cruz. Le résultat de cette journée fut immense, en ce sens que l'armée insurgée fut coupée en deux et presque détruite.

Le 30 mai, le général Woll poursuit les débris de cette armée, commandés par le général Zuazua et les colonels Zaragoza et Guadalupe Garcia; il les atteint à la Calera, les attaque immédiatement et les défait de nouveau. Dans cette affaire, les dissidents laissent sur le champ de bataille quatre cents hommes tués, blessés ou prisonniers. Le 21 juin, Woll revient à Irapuato avec les généraux Alfaro, Velez et Cruz au secours de Mejia attaqué par cinq mille révolutionnaires; il le dégage et met de nouveau les dissidents en déroute. Le 23 juin, après avoir accordé vingt-quatre heures de repos à ses troupes, il court à Silao, espérant y trouver les insurgés; mais ceux-ci l'ont évacué pendant la nuit pour aller se fortifier à la Luz — riche mine d'or et d'argent. — Le 25, Woll se dirige sur Luz et Marfil, près de Guanajuato; mais les révolutionnaires ne l'ont point attendu; ils s'étaient saisis, emportant avec eux cent soixante-dix mille piastres prises à l'hôtel des monnaies de Guanajuato. Ils se sauvaient avec tant de rapidité, perdant par la désertion plus de la moitié de leur effectif, que le général, renonçant à les poursuivre, établit son quartier général à Celaya, ordonna à Mejia de se rendre à Queretaro, et fit occuper Guanajuato par le général Velez et sa brigade.

Le 31 août, Woll part de Guanajuato, où il se trouvait en ce moment, avec huit cents fantassins et quatre pièces de canon, et se dirige sur Leon occupé par Doblado, Quiroga et

d'autres chefs avec deux mille hommes et cinq pièces d'artillerie. A Silao, le général Cruz se joint à lui avec sa cavalerie. A six heures du soir il se trouva en face des dissidents à une lieue de Leon. Le combat commence et ne se termine qu'à neuf heures sur la place principale de la ville, les troupes nationales ayant poursuivi les insurgés l'épée dans les reins sans relâche, malgré la fatigue, la soif et la faim qui les accablaient. Doblado put se sauver à la faveur de la nuit, mais deux escadrons, de l'artillerie et plusieurs chefs restent au pouvoir des vainqueurs.

Le 11 septembre, Marquez, avec deux escadrons, battait de son côté douze cents hommes de Rojas et de Valle, dans le Jalisco. Une proclamation du général Degollado, datée de San-Luis Potosi 11 septembre 1859, nous apprend la défection de Vidaurri. Ce général, démocrate, fédéraliste et partisan de Juárez, avait été l'un des plus violents ennemis du parti de l'ordre; on a vu par ses faits et gestes qu'il ne brillait ni par son humanité, ni par son désintéressement, ni par sa délicatesse; pourtant, il se fatigua des désordres engendrés par les révolutionnaires et des excès auxquels se livraient partout les libéraux, pillant les propriétés privées, tuant les citoyens inoffensifs et inaugurant une guerre d'extermination et de ruine. Il retira ses troupes de l'intérieur de la république et les concentra à Monterey, en attendant de les employer pour son propre compte. Degollado le destitua et mit à sa place le général Aramberri. Cette destitution ne pouvant avoir aucun effet, ne signifiait rien, car il était peu prudent d'aller l'imposer par la force des armes. A S. Miguel de Allende, devant le général Velez, à Juan de Los Lagos, devant Marquez, à Aguascalientes, devant le général Woll, les insurgés fuyaient partout sans attendre le combat. Si l'armée nationale eût été payée de manière à poursuivre ses triomphes sans trop souffrir de la faim, de la nudité et du manque de munitions, la guerre civile aurait été terminée à la fin de 1859; mais le manque d'argent causait la désertion dans ses rangs,

tandis que le pillage maintenait l'abondance dans les corps insurgés.

Après l'occupation d'Agua-Calientes, Woll poursuivit jusqu'à Zacatecas, avec mille hommes, le corps d'armée commandé par Ortega. L'avant-garde de Woll atteignit Ortega à l'hacienda de la Concepcion; un engagement eut lieu, mais le peu de vigueur mis par la cavalerie nationale à maintenir le combat jusqu'à l'arrivée du général permit à Ortega d'échapper. A la cathédrale de Zacatecas, se trouvait alors des fonts baptismaux en argent massif et d'un travail admirable, donnés par la comtesse de S. Mateo, riche dame de Sombrete, en échange des anciens fonts qu'elle voulut avoir parce qu'ils avaient servi à son baptême. Ortega, après sa déroute de la Concepcion, passa par Zacatecas, prit ces fonts baptismaux dont la valeur intrinsèque était considérable, les porta à Fresnillo et les fit fondre en lingot pour avoir de l'argent. De Zacatecas, Woll continua sa marche en avant jusqu'à Durango; mais au moment d'entrer dans cette ville, il reçut l'ordre de retourner à Zacatecas et d'aller prendre à Guadalajara le commandement du 1^{er} corps d'armée.

Dans la correspondance du général Corona, ministre de la guerre, je trouve une lettre datée de Mexico, 5 octobre 1859, en réponse au général Woll qui lui demandait des nominations aux grades supérieurs pour les officiers qui s'étaient distingués dans cette brillante campagne; cette lettre me paraît assez curieuse pour mériter d'en publier l'extrait suivant: — « Vous, moi et tout le monde, dit le ministre, nous déplorons l'existence d'une armée de chefs et d'officiers que le gouvernement ne peut, ni n'a les moyens de soutenir, et qui végètent dans la misère, étant un affront pour les administrations prodigues qui les ont créés. Il n'est ni rationnel, ni juste de nommer de nouveaux colonels, avant d'avoir placé les CINQ CENT CINQUANTE qui sont dans la rue. D'un autre côté, si pour chaque fait d'armes nous donnons de l'avancement, nous aurons bientôt formé une

armée de généraux de division, et nous aurons à déplorer de n'avoir pas un rang supérieur pour continuer les ascensions. — Antonio Corona. »

Soit besoin d'argent, soit pour enlever désormais au parti clérical, qui l'avait évincé du pouvoir, l'influence de la fortune, Juarez avait décrété, les 12 et 13 juillet 1859, les « lois de réforme », parmi lesquelles se trouvaient les lois de nationalisation des biens du clergé. On a dit que Juarez n'était pas un homme assez intelligent pour avoir imaginé ces lois et qu'elles sont dues à l'initiative des deux frères Lerdo de Tejada, qui avaient déjà préparé les lois de désamortissement sous Comonfort. Je ne sais si cela est vrai; dans tous les cas, ces lois qui ruinaient à jamais l'Église mexicaine, anéantissaient plus ou moins l'influence directe et matérielle du clergé sur les événements politiques et soulevaient des cris d'indignation contre Juarez, ne servirent en rien la cause de Miramon. Le clergé mexicain, sans prévoyance et sans vues élevées, ne sut pas donner une obole au président conservateur pour le faire triompher de son antagoniste, et sauver les propriétés menacées par les lois de réforme. Cette conduite inconcevable du clergé le perdit, et je crois qu'il donnerait volontiers maintenant les quelques millions qu'il refusa alors, qu'il n'a plus aujourd'hui et qui auraient incontestablement sauvé les immenses capitaux dont il jouissait encore en 1860. M. Gutierrez de Estrada attribue, dans un de ses écrits, les dernières révolutions qui ont ensanglanté la république avant l'arrivée de l'empereur Maximilien, à la publication de ces lois de réforme, à la perturbation générale qu'elles amenèrent dans les affaires intérieures, en détruisant le crédit et les ressources financières dont disposait le clergé en faveur des petites fortunes. On a vu que les révolutions n'ont pas manqué depuis l'indépendance jusqu'à Juarez; les décrets de juillet 1859 ont ajouté un aliment nouveau à la haine des partis, ils ont peut-être accéléré l'avènement de l'empire, mais il est ridicule de leur attribuer les dernières révolutions; ces dernières étant, comme les

précédentes, le résultat du vice de l'organisation politique du pays, du manque de patriotisme des citoyens et de la démoralisation générale de toute la nation.

En vertu de ces « lois de réforme », l'État s'emparait sans réserve de toutes les propriétés du clergé, sauf la valeur des églises qui, plus tard, ne furent pas épargnées. Il les mettait en vente, et le produit de ces ventes était versé dans les caisses du trésor public. Les paiements se faisaient de la manière suivante : $\frac{2}{5}$ en *pagarès* ou bons payables en soixante mois; $\frac{3}{5}$ en papier du trésor, autrement dit en bons de la dette intérieure. Ces sortes de paiements eussent été fort avantageux pour l'État et l'acheteur, si l'on avait apporté dans les transactions l'esprit de justice et d'honnêteté qui auraient pu pallier l'odieux des mesures arbitraires adoptées par le gouvernement de Juarez. Mais l'État comme les acheteurs furent coupables des abus les plus injustifiables et des transactions les plus honteuses. L'État ne paya jamais la rente de 6 % affectée aux bons de la dette intérieure, de sorte que ces bons se donnaient à 18 % au dessous de leur valeur réelle. L'acquéreur des biens du clergé, possesseur de ces bons, gagnait donc 90 % sur les $\frac{3}{5}$ du prix d'achat, et, de son côté, le gouvernement de Juarez éteignait ainsi sa dette. L'État se procurait, en outre, au moyen des *pagarès*, des sommes importantes. Mais, je reviendrai plus loin sur les abominables fraudes commises à l'abri des « lois de réforme », rendues plus sévères encore par les décrets de 1860 et de 1861.

Au mois de janvier 1860, on trouve le Mexique dans une position désespérée; les bandits, profitant de la guerre civile, y commettent des atrocités inouïes et qu'on a vu se renouveler fréquemment jusqu'au moment où j'écris ces lignes. Le manque d'argent paralysait le mouvement des troupes nationales. Toutes les lettres adressées au ministre de la guerre par les chefs de corps témoignent de cette pénurie qui entravait les opérations contre les guerillas, même celles de la plus urgente nécessité; on en pourra juger par cet

extrait d'une lettre du général Woll, concernant Rojas, bandit célèbre tué, en 1865, par le capitaine Berthelin : — « C'est une honte de voir Rojas et Médelin agissant librement de la sorte. Le premier entra dans le Teul et, après avoir volé la population, il assassina hommes, femmes, enfants et vieillards; il a violé, enlevé de jeunes femmes et de jeunes filles, et je ne puis le poursuivre parce que je n'ai pas un seul réal — soixante centimes. — Voilà deux jours que mes soldats sont sans ressources; les officiers n'ont rien à manger et l'ennemi travaille pendant ce temps. »

Le gouvernement de Miramon avait le tort de vouloir soumettre tout le Mexique, sans une piastre pour conserver son armée; il disséminait ainsi ses forces, les affaiblissait et ne retirait aucun avantage de ses victoires, car au Mexique la déroute et la désertion suivant de près les premiers coups de feu, les combats sont rarement très meurtriers; les vaincus se réunissent vingt-quatre heures après leur défaite, et présentent le lendemain d'une bataille le même aspect que la veille, sauf une légère diminution dans les rangs ou dans les cadres. Cette tactique contre laquelle Santa-Anna s'est toujours élevé, était également critiquée par le général Woll qui a commandé pendant quarante ans les principales campagnes faites au Mexique jusqu'à la chute de Miramon. « Il me paraît, sauf une meilleure opinion du président et de Votre Excellence, écrivait-il alors au ministre de la guerre, que nous ne devons pas faire des excursions qui ne donnent d'autre résultat que d'exaspérer les populations, que nous laissons ensuite à la merci des violences et des vengeances des factieux. Notre guerre est une guerre d'occupation, nous devons avancer lentement mais sûrement. » — Le vieux général aurait pu copier sa lettre en 1865, et l'adresser à l'empereur Maximilien, car ce qu'il critiquait sous Miramon à cause de sa vieille expérience, se reproduisit sous l'empire, sur une plus vaste échelle et donna naturellement des résultats plus fâcheux encore.

Dans un dossier de correspondances révolutionnaires,

saisi, en 1860, à Zacatecas, j'ai trouvé de nombreuses lettres d'Ortega, d'Orellano, d'autres libéraux et d'une quantité de personnages devenus impérialistes plus tard, pour avoir des places lucratives, qui vendaient moyennant des sommes plus ou moins considérables des emplois ou des concessions importantes, au détriment du gouvernement, du public ou du fisc. L'indignation produite par la signature du traité Mac-Lane, n'était point encore calmée au commencement de 1860. Parmi la multitude de lettres de cette époque qui résument le mieux l'opinion publique sur ce sujet, je dois citer un fragment d'une lettre du colonel D. José Lopez de Santa-Anna, datée de la Havane 24 janvier, et qui donne des détails sur Juarez, que je n'ai pas enregistrés en parlant de l'invasion du Mexique par les Américains en 1847.

... « Le traité célébré par Juarez avec le funeste cabinet de Washington peut amener de graves complications pour la sainte cause de l'ordre ! Quel aveuglement ! J'apprends par les lettres et journaux que j'ai reçus dernièrement, que l'indignation générale pèse déjà sur les auteurs de ce traité néfaste, et que la nation se prépare pour se défendre de la trahison la plus noire et de l'usurpation la plus honteuse. Les mêmes hommes qui, en 1847, refusèrent leur coopération pour la défense du territoire national, envahi par les Yankees, consomment aujourd'hui leur ancien désir de vendre la patrie à nos plus mortels ennemis. Les misérables ! Et ces hommes sont ceux qui appelaient l'armée lâche, parce qu'elle ne triomphait pas, et traître son illustre chef, parce qu'il ne voulut pas signer la paix de Guadalupe !... D'après ce qu'on m'écrit de la Nouvelle-Orléans, en date du 21 janvier, il paraît que la commission du sénat américain chargée d'examiner le funeste traité Juarez-Mac-Lane, opine pour son approbation... Le sentiment de profond dégoût causé au cœur si patriotique de mon père par la nouvelle de ce traité... ferait parler des rochers. — José L. de Santa-Anna. »

Le traité Mon-Almonte ne fut point approuvé par Juarez,

qui, de Vera-Cruz, déclara hors la loi tous ceux qui l'avaient signé. Les traités, on le voit, n'ont jamais eu de bonheur avec le Mexique ; de tous temps ils ont été inutiles et non avendus ; les Américains seuls en ont profité, en les imposant par la force. M. Pacheco, envoyé par l'Espagne comme ministre plénipotentiaire auprès du président Miramon, vit, à son arrivée à Vera-Cruz, sept Espagnols assassinés et le trois-mâts espagnol *Conception* saisi. Juarez, pourtant, laissa passer le ministre qui se rendit immédiatement à Mexico.

Le langage du cabinet de Washington n'était rassurant ni pour Juarez, ni pour Miramon, ni pour le Mexique. M. Seward, organe de la politique ministérielle, disait dans une séance du congrès : « qu'il ne voudrait pas voir les États-Unis engagés par un traité passé avec une faction, qui d'un moment à l'autre pouvait être supplantée par une autre dont le premier acte serait sans doute de répudier justement ce qu'avait fait celle qui avait eu précédemment le pouvoir. » M. Buchanan, de son côté, n'espérant plus que Juarez donnât satisfaction aux États-Unis pour des attentats commis sur des citoyens américains, demanda dans son message une intervention immédiate : — « C'est en vain, dit-il, que nous demanderions au gouvernement constitutionnel de Vera-Cruz le remède à ses maux ; il est bien disposé, mais il est impuissant à nous rendre justice, et c'est surtout à Mexico et dans les États avoisinants, que des citoyens américains ont été victimes. Il faut pénétrer dans l'intérieur du pays pour trouver les coupables... Il est de notre devoir d'assurer à nos compatriotes une protection suffisante. Voilà pourquoi je recommande au congrès d'adopter une loi autorisant le président... à employer des forces militaires en état d'entrer dans le Mexique pour obtenir une indemnité du passé et une garantie de l'avenir... Le Mexique est un navire s'en allant à la dérive sur l'Océan et gouverné seulement par les passions des partis contraires qui s'y disputent le gouvernement. Bon voisin, le gouvernement des États-